UN APPEL À UN
LEADERSHIP RESPONSABLE

Rapport annuel **2025**

Rapporteur général
Antonio DE AGUIAR PATRIOTA

Ambassadeur du Brésil au Royaume-Uni
Ancien ambassadeur du Brésil en Égypte
Ancien ministre des Affaires étrangères
Ancien Représentant permanent du Brésil aux Nations unies

Préface de
Amre Mahmoud MOUSSA

Ancien Président d'Interpeace
Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte
Ancien secrétaire général de la Ligue arabe

LEADERS POUR LA PAIX

LE BOARD

LEADERS POUR LA PAIX

M. Jean-Pierre RAFFARIN, Ancien Premier ministre de la France, Président d'honneur et fondateur des Leaders pour la Paix - **FRANCE**

Mme Donia KAOUACH, Présidente du board des Leaders pour la Paix, Présidente de Tunisiennes Fières - **TUNISIE**

MEMBRE FONDATEUR ACTUELLEMENT EN MISSION OFFICIELLE

Mme Ngozi OKONJO-IWEALA, Directrice générale de l'OMC, Ancienne directrice générale de la Banque mondiale, Ancienne ministre des Finances, Ancienne ministre des Affaires étrangères - **NIGÉRIA**

MEMBRES DE LEADERS POUR LA PAIX

M. Ki-Moon BAN, Elders Emeritus de The Elders, Président de la Fondation Ban Ki-Moon For a Better Future, ancien secrétaire général des Nations unies - **RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

M. Michel BARNIER, Ancien Premier ministre de la France, Ancien commissaire européen au marché intérieur et aux services, Ancien vice-président du Parti Populaire Européen **- FRANCE**

M. Enrique BARON-CRESPO, Chancelier de l'Université des Nations unies pour la Paix, Ancien Président du Parlement européen, Ancien président du Parti socialiste européen du Parlement européen - **ESPAGNE**

Mme Assia BEN SALAH, Ambassadrice itinérante du Roi Mohammed VI du Maroc, Membre de l'Académie royale du Maroc - **MAROC**

M. Antony BLINKEN, Ancien secrétaire d'État des États-Unis sous la Présidence de M. Joe Biden, ancien secrétaire d'État adjoint des États-Unis et ancien conseiller à la sécurité nationale sous la présidence de M. Barack Obama, chercheur principal au Center for Strategic and International Studies – Membre jusqu'en août 2020 - **ÉTATS-UNIS**

Mme Irina BOKOVA, Membre de l'Académie américaine des Arts et des Sciences, Membre du Comité supérieur de la Fraternité humaine, Ancienne Directrice générale de l'UNESCO, Ancienne ministre des Affaires étrangères de Bulgarie **- BULGARIE**

Mme Ouided BOUCHAMAOUI, Prix Nobel de la Paix 2015, Ancienne présidente de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat - **TUNISIE**

M. Jean CHAREST, Ancien Premier ministre du Québec - **CANADA**

Mme Anna Maria CORAZZA BILDT, Ancienne vice-présidente de la Commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs au Parlement européen, coordinatrice au Parlement européen pour les droits de l'enfant en 2019 - **SUÈDE**

Mme Justine COULIDIATI KIELEM, enseignante-chercheuse à l'Unité de Formation et de Recherche en sciences économiques et de gestion - **BURKINA FASO**

Mme Elisabeth DECREY-WARNER, Fondatrice de l'Appel de Genève, Chercheuse associée au Centre de Politique de Sécurité de Genève, Ancienne présidente du Parlement de la République et canton de Genève - **SUISSE**

Mme Vuslat DOGAN SABANCI, Membre du conseil d'administration de Dogan Group, Vice-présidente de la fondation Aydin Dogan, Membre honoraire de l'Institut international de Presse - **TURQUIE**

M. José Augusto DUARTE, Ambassadeur du Portugal en Espagne, Ancien ambassadeur du Portugal en France **- PORTUGAL**

M. Moussa FAKI MAHAMAT, Ancien Président de la Commission de l'Union africaine, ancien Premier ministre du Tchad, ancien ministre des Affaires étrangères du Tchad **- TCHAD**

M. Khalil KARAM, Président de la Ligue Maronite, ancien ambassadeur du Liban auprès de l'UNESCO, ancien représentant du Liban à l'OIF, ancien chargé d'affaires auprès du Saint-Siège - **LIBAN**

M. Quan KONG, Vice-président de la commission des affaires étrangères de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), Ancien ambassadeur de Chine en France - **RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

M. Kabiné KOMARA, Président de Global Fairness Initiative, Ancien Premier ministre de la République de Guinée, Ancien Haut-Commissaire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal - **RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**

M. Enrico LETTA, Président de l'Institut Jacques Delors, ancien Premier ministre d'Italie, ancien secrétaire général du parti démocrate italien, ancien doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po - **ITALIE**

M. Eduardo MALONE, Vice-Président de Pathé, Membre du Conseil Diocésain de Paris - **ARGENTINE**

M. Peter MEDGYESSY, Ancien Premier ministre de Hongrie, Ancien ministre des Finances, Ancien Vice-Président du Conseil des Ministres - **HONGRIE**

M. Amre Mahmoud MOUSSA, Ancien Président d'Interpeace, Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Ancien secrétaire général de la Ligue arabe - **ÉGYPTE**

Mme Yin MYO SU, Fondatrice de l'Inle Heritage Foundation **- BIRMANIE**

Mme Ton Nu Thi NINH, Présidente de la Fondation pour la Paix et le développement de Ho Chi Minh Ville, Vice-Présidente du Comité Vietnam pour la Paix, Ancienne ambassadrice du Vietnam auprès de l'Union européenne, Ancienne Vice-Présidente de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale - **VIETNAM**

M. Chekib NOUIRA, Président du Comité d'Orientation de l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise **- TUNISIE**

M. Antonio DE AGUIAR PATRIOTA, Ambassadeur du Brésil au Royaume-Uni, Ancien ambassadeur du Brésil en Égypte, Ancien ministre des Affaires étrangères - **BRÉSIL**

M. Hans-Gert PÖTERRING, Délégué aux Affaires européennes à la fondation Konrad-Adenauer-Stiftung, Ancien Président de la Konrad-Adenauer-Stiftung, Ancien Président du Parlement européen - **ALLEMAGNE**

M. Romano PRODI, Président de la Fondation pour la collaboration entre les peuples, Ancien Président du Conseil des Ministres d'Italie, Ancien Président de la Commission européenne **- ITALIE**

M. Cherif RAHMANI, Membre du panel des Éminentes personnalités africaines, élu par les chefs d'État africains, Champion de la terre des Nations unies, Président de la fondation des déserts du monde, Ambassadeur des Nations unies pour les déserts et la lutte contre la désertification, Ambassadeur pour la côte méditerranéenne, Bouclier d'or des associations des pays arabes, Président du groupe africain pour les négociations sur les changements climatiques, Président d'honneur de l'association des anciens élèves de l'École nationale d'administration, Ancien ministre de la République Démocratique et Populaire d'Algérie - **ALGÉRIE**

Mme Martha Isabel RUIZ CORZO, Directrice du Groupe écologique de la Sierra Gorda, Prix Wangari Maathai 2014 - **MEXIQUE**

M. Surakiart SATHIRATHAI, Président de l'Asian Peace and Reconciliation Council, Ancien Vice-Premier ministre de Thaïlande, Ancien ministre des Affaires étrangères, Président du Conseil Asiatique pour la Paix et la Réconciliation - **THAÏLANDE**

M. Kanwal SIBAL, Ancien secrétaire aux Affaires étrangères du gouvernement indien, Ancien ambassadeur de l'Inde en France **- INDE**

Mme Maria VAN DER HOEVEN, Ancienne membre du board de Total Énergies, Ancienne ministre des Affaires économiques des Pays-Bas, Ancienne directrice exécutive de l'agence internationale de l'énergie, Senior fellow au CIEP, Centre for International Energy Policies - **PAYS-BAS**

M. Pierre VIMONT, Ancien ambassadeur de France aux États-Unis et à l'Union Européenne, Ancien secrétaire général du Service européen d'action extérieure (SEAE), Chercheur associé à la Fondation Carnegie Europe - **FRANCE**

M. Marius VIZER, Président de la Fédération Internationale de Judo **- HONGRIE**

Mme Veronika WAND-DANIELSSON, Ambassadeur de la Suède en Allemagne, Ancienne ambassadeur de la Suède en France, Ancienne directrice générale du département Europe et Amérique du Nord au Ministère des Affaires étrangères de Suède **- SUÈDE**

M. Lin XIANG XIONG, Président du Global Chinese Arts & Culture Society **- MALAISIE**

M. Motohide YOSHIKAWA, Professeur distingué à l'Université chrétienne internationale de Tokyo, Ancien ambassadeur et représentant permanent du Japon auprès des Nations unies - **JAPON**

M. Tertius ZONGO, Ancien Premier ministre du Burkina Faso - **BURKINA FASO**

SOMMAIRE

PRÉFACE p.14

Par Amre Mahmoud MOUSSA,

Ancien Président d'Interpeace, Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Ancien secrétaire général de la Ligue arabe, Égypte

POUR UN LEADERSHIP DE PAIX p.18

Par Jean-Pierre RAFFARIN

Ancien Premier ministre de la France, Président d'honneur et fondateur des Leaders pour la Paix

LA PAIX DOIT ÊTRE UN PROJET POLITIQUE p.25

Par Donia KAOUACH

Présidente du board des Leaders pour la Paix, Présidente de Tunisiennes Fières

RAPPORT ANNUEL 2025

SIX ANNÉES DE RÉFLEXION ET D'ACTION POUR LA PAIX p.30

LA NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE RENFORCÉE DANS LE CADRE D'UNE GOUVERNANCE MULTILATÉRALE AMÉLIORÉE p.35

UNE ANNÉE DE DÉFIS SANS PRÉCÉDENT p.37

L'ÉROSION DU MULTILATÉRALISME : DIVISIONS AU SEIN DU NORD GLOBAL p.41

UN MANQUE DE COURAGE COLLECTIF p.44

LA MULTIPOLARITÉ ET LE SUD GLOBAL p.46

UN ORDRE MONDIAL FRAGMENTÉ ET POLARISÉ p.50

REPENSER LA PAIX ET LE MULTILATÉRALISME p.52

DE LA CRISE AU RENOUVEAU p.53

UN APPEL À UN LEADERSHIP RESPONSABLE : RECOMMANDATIONS POUR 2026 p.55

RÉFÉRENCES p.59

PRÉFACE

Amre Mahmoud MOUSSA
Ancien Président d'Interpeace, Ancien ministre des Affaires étrangères d'Égypte, Ancien secrétaire général de la Ligue arabe

Lorsque Donia Kaouach, présidente de Leaders pour la Paix, m'a demandé de rédiger la préface du rapport annuel 2025 de l'organisation (le Rapport), j'ai pris la mesure de l'immense responsabilité que cela impliquait. Toutefois, la phase actuelle de l'évolution mondiale — souvent perçue comme une transition d'un ordre mondial vers un autre, bien que certains soutiennent qu'il s'agit plutôt d'une fracture que d'une simple transition (et ils ont peut-être raison) — ainsi que ses répercussions m'incitent à accepter cette mission et à exprimer ma gratitude à la présidente Kaouach pour son choix.

Tout d'abord, comme je l'ai souligné publiquement devant de nombreuses audiences et instances internationales, je ne crois pas que l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale ait échoué. Au contraire, j'estime qu'il a connu un immense succès. Il suffit de considérer les résultats et les réussites des institutions spécialisées des Nations unies, de fonds tels que l'UNICEF et de programmes comme le PAM et le PNUD. Leurs réalisations ont eu un impact indéniable sur le développement économique et social, notamment en soutenant et en aidant les pays en développement. Songeons également aux efforts de l'UNESCO pour préserver le patrimoine de l'humanité, ainsi qu'à ceux de l'agence chargée de la propriété intellectuelle pour protéger les œuvres scientifiques, artistiques et littéraires.

Les institutions issues des accords de Bretton Woods ont agi avec discernement pour organiser et soutenir les économies de nombreux pays, en particulier dans le tiers-monde.

Malgré ces accomplissements, nous sommes contraints de reconnaître les limites du système. D'aucuns pourraient arguer que c'est la structure de sécurité de l'ONU — en particulier le Conseil de sécurité et, dans une certaine mesure, l'Assemblée générale — qui a véritablement échoué. Il est urgent d'apporter des réponses efficaces à ces questions si l'on veut préserver le système multilatéral, et a fortiori le moderniser pour relever les défis du XXIe siècle.

Dans cette optique, le rapport a appelé à une « reconstruction pragmatique » de l'efficacité du système multilatéral ainsi qu'à la modernisation d'institutions internationales clés telles que le Conseil de sécurité de l'ONU, l'OMS et l'UNESCO, afin de retrouver efficacité et crédibilité. Il encourage le développement d'architectures de sécurité régionales (comme Helsinki et l'OSCE). Parallèlement, le rapport a souligné la nécessité d'éduquer et de former une nouvelle génération capable d'instaurer une véritable culture de la paix dans la vie publique.

Le rapport a insisté sur le fait que « seul un multilatéralisme réformé et coopératif, capable de mobiliser des ressources et d'amener les grandes puissances à assumer leurs responsabilités mondiales, pourrait prévenir de futures crises d'une ampleur similaire ». S'il peut s'avérer difficile de convaincre les nations puissantes d'agir ainsi, il demeure essentiel d'engager le dialogue avec elles par la voie de la négociation.

Avant de clore cette partie du rapport, il convient peut-être d'ajouter une réflexion supplémentaire. Bien que le rapport aborde des enjeux majeurs tels que la démocratie, l'environnement, les inégalités sociales et la technologie, il gagnerait à approfondir son analyse en reconnaissant explicitement la pauvreté comme l'un des défis les plus urgents et les plus persistants auxquels l'humanité est confrontée.

Des centaines de millions de personnes dans les pays du Sud ne jouissent pas de conditions de vie dignes ; cette question mérite une attention particulière à l'heure où le monde traverse une phase de transition, voire de fracture.

Par ailleurs, il convient de souligner les observations marquantes suivantes :

Le rapport confirme que l'idée même de gouvernance collective est en crise. L'architecture mondiale n'offre plus ni stabilité ni légitimité.

- La gouvernance collective s'est progressivement désagrégée sous l'effet d'une négligence accumulée, d'une vision à court terme et d'une perte de confiance dans les règles communes. Le monde est de plus en plus régi par l'urgence plutôt que par la vision, par la réaction plutôt que par l'anticipation.

- Leaders pour la Paix demeure fermement attaché à la conviction simple que le multilatéralisme, bien qu'affaibli, reste indispensable.

- Plutôt que de renoncer à la coopération mondiale, il convient de la réinventer sur des bases « éthiques » et pragmatiques.

- À une époque où le cynisme menace de supplanter la vision, Leaders pour la Paix appelle à un « contrat moral » renouvelé entre les nations.

- Il ne peut y avoir de paix sans développement durable, ni de développement durable sans paix.

Toutes les régions du monde actuel sont touchées par des conflits et une montée des tensions. Le rapport souligne que, derrière nombre de ces crises, se joue une dynamique complexe et dangereuse. Il importe de mettre en évidence le rôle des puissances moyennes et régionales — ainsi que leurs rivalités — au regard du rôle joué par les grandes puissances et d'autres acteurs internationaux, avec leurs intérêts divergents.

Le rapport aborde la question du multilatéralisme et la manière dont la paralysie du Conseil de sécurité de l'ONU résulte de rivalités, de recours au veto et de deux poids, deux mesures. Sans une prise en compte adéquate et objective de ces trois maux, le multilatéralisme ne pourra jamais être sauvé.

Par ailleurs, le droit international, ses institutions et l'inefficacité qui leur est imposée constituent une autre source de préoccupation. Le rapport emploie une expression révélatrice pour décrire cette situation : il cite le « malaise » face à l'obligation de rendre des comptes comme l'une des causes de la crise du droit international et de ses institutions.

Le rapport critique sévèrement le « Nord développé », censé partager un engagement commun envers l'État de droit, affirmant qu'un tel engagement ne peut plus être tenu pour acquis.
Il conclut que les divisions au sein du Nord sont si profondes qu'il n'est peut-être plus possible de désigner l'« Ouest » ou le « Nord » comme un groupe de pays monolithique, ce qui peut être considéré comme une nouvelle caractéristique de la transition internationale vers un monde post-unipolaire.

Le rapport présente des perspectives contextuelles importantes, comme indiqué précédemment et dans d'autres domaines, qui appellent une analyse approfondie et un large débat.

Au vu des récents rassemblements géopolitiques, tels que la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos et la Conférence de Munich sur la sécurité, Leaders pour la Paix réaffirme son engagement en faveur de la promotion du dialogue et de la consolidation de la paix, dans une démarche où chaque voix est entendue.

POUR UN LEADERSHIP DE PAIX

Jean-Pierre RAFFARIN
Ancien Premier ministre de la France, Président d'honneur et fondateur des Leaders pour la Paix

Si le leadership est progressivement devenu un modèle d'organisation sur le plan géopolitique, la réflexion autour de cette notion n'est pas nouvelle. Déjà, au Ve siècle avant Jésus-Christ, des penseurs comme Périclès en Europe et Confucius en Chine s'interrogeaient sur le sujet de manière totalement indépendante l'un de l'autre. Aujourd'hui, au sein des États, le leadership est devenu l'objet de débats alors même qu'il s'affirme être un modèle de management pour les entreprises. Il est également une notion centrale du développement personnel, sujet particulièrement populaire. Ainsi, le leadership apparaît comme un concept très largement pluridimensionnel et résolument inscrit dans l'air du temps.

À notre époque, la réflexion sur le leadership au sein de la gouvernance mondiale est de plus en plus pertinente tant les relations internationales sont largement affectées par la course au leadership mondial à laquelle se livrent les États-Unis et la Chine.
Alors qu'en Europe et en Afrique on fait souvent le constat du déficit de leadership, sur certains continents, ses excès suscitent l'inquiétude.

Toutefois, ce qui domine aujourd'hui, c'est le rôle des leaders nationaux dans le développement des guerres.

Dans les graves troubles des temps modernes, le leadership n'est pas innocent. Par ses atouts mais également par ses dérives, il est souvent acteur des violences qui déséquilibrent la gouvernance mondiale.

Le leadership dans la guerre

En Ukraine, le conflit est incarné par deux figures de leadership, Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky. Au Moyen-Orient, Benyamin Netanyahu et Donald Trump se sont engagés à détruire le leadership iranien en décapitant le régime. Dès lors, l'issue de ce conflit dépend beaucoup de la relation entre les deux leaders, israélien et américain. Dans ces processus, les résolutions parlementaires occupent une place limitée, au profit de stratégies largement impulsées par le sommet de l'État et, surtout, fortement incarnées par des figures de leadership.

Toutefois, cela n'a rien de particulièrement surprenant, car le leadership est un modèle particulièrement bien adapté aux situations de crise. Il s'agit en effet d'une organisation centralisée dans laquelle les décisions sont personnalisées et souvent prises au cas par cas. L'action repose généralement sur une légitimité qui découle parfois d'une élection, mais le plus souvent du simple exercice du pouvoir.
Le leadership de Donald Trump sur ces sujets est particulièrement caricatural, conjuguant vices et vertus.

Les atouts du leadership

Ce modèle favorise une action rapide et revendique l'efficacité, objectif principal de la lutte contre l'impuissance. Les atouts du leadership sont multiples : incarnation, autorité, rapidité, centralisation des décisions et de la communication, confidentialité, prise de risques, identification des responsabilités et bien d'autres.

Les succès du leadership sont manifestes dans bien des espaces de nos démocraties. Dans le sport, l'entraîneur est souvent le leader de l'équipe. Ce fut le cas pour le Paris Saint-Germain, champion d'Europe en titre. Dans le monde du business, les grands entrepreneurs sont érigés en figures de leadership plus clairement identifiées que les entreprises qu'ils dirigent. Le présentateur du journal télévisé est le leader de l'audience. A contrario, les professeurs sans charisme ne remplissent plus leur amphithéâtre. En Chine, le parti est leader. En Iran, la religion reste le guide, celui qu'on appelait le führer en d'autres temps. Par ailleurs, les grandes écoles dispensent désormais des cours de leadership.
Dans les démocraties, on cherche un qualificatif pour mettre le leadership dans le bon camp, celui de la participation, celui du partage, celui de l'horizontalité, celui de la décentralisation, celui de l'harmonie.

Le modèle est souvent porté par les régimes autoritaires ; cependant, il conduit aussi les démocraties à réfléchir sur la place de l'autorité dans leur constitution. La Ve République française a choisi son leader en faisant de son président « l'homme en charge de l'essentiel » comme disait le Général de Gaulle. Encore faut-il qu'il ait une majorité au Parlement !

Le leadership de la violence est une variante pathologique. Il s'épanouit dans la guerre. Par ses dérives, le leadership peut être un adversaire redoutable.

Les dérives du leadership

La période contemporaine met en lumière les nombreuses dérives auxquelles peut conduire le leadership. Première évidence : le leadership, sans qualificatif, n'est ni une valeur ni une vertu. Par essence, le dictateur est aussi un leader. Le modèle iranien incarné par un chef suprême a affiché les horreurs qu'un tel système peut produire. En réalité, dans les régimes autoritaires, plusieurs formes de leadership coexistent : celui d'un individu, d'une religion, d'un parti, d'une famille, d'un clan ou encore d'une mafia.

Dans tous les cas, trois piliers assurent la pérennité du système : la construction d'une légitimité, l'incarnation du pouvoir et le recours à la répression. Les attitudes de Donald Trump durant la guerre en Iran sont révélatrices de cette proximité entre la violence et la guerre, que l'on peut considérer comme deux sœurs jumelles. Le président américain semble privilégier une approche marquée par un recours accru à la guerre dans la conduite des affaires internationales. La banalisation progressive de la violence – d'abord verbale, puis légitimée, par exemple lors de l'assaut du Capitole – ouvre la voie à une acceptation plus large de ses formes extrêmes, jusqu'à celles de la guerre, parfois même banalisées dans les représentations culturelles à l'instar des jeux vidéo.

Tout cela révèle qu'il est en réalité bien plus aisé de faire la guerre que de bâtir la Paix. Celle-ci ne relève pas de l'évidence. Il faut la construire et c'est un travail difficile, voire dangereux. L'Histoire l'a déjà démontré à travers les exemples libyens ou afghans : la guerre, sans issue politique anticipée et travaillée, provoque le plus souvent une continuité des désordres qui peut générer de la violence et même aggraver les crises. À Gaza, cette incapacité à arrêter une guerre a conduit à l'acharnement.

Ainsi, l'abus de pouvoir participe aux traditionnelles dérives du leadership telles que l'exercice solitaire du pouvoir, le clanisme, le manichéisme, les manipulations, la surexposition, l'hubris, les mensonges ou encore la terreur.

Pour un leadership de la Paix

Le leadership n'est donc pas innocent de l'état de guerre. Une éthique du leadership doit être construite pour en faire une force de Paix.

- La première exigence du leadership de la paix tient à la légitimité du leader qui s'obtient, en démocratie, via l'élection. Toutefois, elle peut aussi découler de décisions prises par une autorité elle-même légitime, qu'il s'agisse de nominations, de décentralisation ou de délégations de pouvoir. Cette exigence renvoie à un principe fondamental : le respect de l'État de droit. Moins un leader est légitime, plus il tend à invoquer cette notion pour s'en prévaloir.

- Le leadership de la Paix consacre évidemment une place forte à la légitime défense et au droit d'un peuple à sa sécurité. Cela signifie que la riposte à une agression est compatible avec l'esprit de Paix, au même titre qu'une politique de dissuasion. Dès lors, la course à l'armement devient un phénomène complexe : si elle porte une part de légitimité quand il s'agit de se protéger, elle est également contestable quand il s'agit de préparer une agression. La force doit toujours définir son cadre.

- Ensuite, il convient de mettre la politique (et donc le Droit) au-dessus de la guerre. L'histoire offre de nombreux exemples montrant qu'une intervention militaire dépourvue d'issue politique clairement anticipée se solde le plus souvent par un échec. L'entrée en guerre doit intégrer, dès l'origine, la préparation de la sortie du conflit, ce qui suppose une définition précise des « buts de guerre ». Au désordre doit nécessairement succéder une forme de stabilité. Le leadership pour la paix s'oppose fermement à la violence, sous toutes ses formes, de la plus insignifiante à la plus grave. La politique a été inventée pour que les peuples ne se battent pas. On ne peut s'empêcher de s'interroger sur sa responsabilité dans le contexte d'une montée de la violence.

- La quatrième attitude nécessaire à la Paix est la possibilité d'une médiation et la création d'un dialogue, la rupture de ce dernier étant toujours une étape décisive de l'échec. Le dialogue est une culture qui respecte la Culture. Pour envisager une perspective de paix durable, il est crucial de chercher à comprendre ses adversaires, dans ce qu'ils sont et dans ce qu'ils font. Malgré l'usage fréquent du terme « mondialisation », peu de gens connaissent réellement le monde. Que savent les Américains de la Chine, et réciproquement ? Ainsi, l'éducation est un long chemin vers la paix. Or, c'est un passage obligé. Le général de Gaulle répétait que ce qui servait le commandement, c'était la culture générale. L'ignorance, au contraire, devient un terreau propice à la guerre. Gandhi avait raison d'ajouter : « *Si nous voulons une paix dans le monde, nous devons commencer par les enfants* ». *Leaders pour la Paix* travaille à cette mission infinie mais essentielle avec ses « Écoles de la Paix ».

- La cinquième qualité nécessaire aux leaders de Paix me semble être la préférence du rassemblement plutôt que la radicalisation, l'aptitude au compromis, le goût de l'Harmonie. Il leur faut aussi le goût du futur, la volonté d'anticipation. L'amont des guerres est encore un territoire à découvrir pour éviter les catastrophes pourtant annoncées. La radicalisation qui s'appuie sur le degré de mobilisation des minorités ne peut conduire qu'à la violence.

Si l'on considère le leadership comme « l'incarnation d'une force motrice qui rend compatible une destination, un chemin et un groupe », le leadership est la conjugaison harmonieuse d'une vision, d'un parcours et d'un public. Selon Henry Kissinger, « Le leader construit un pont entre le passé et le futur. » Cette définition est plus rapide ; elle suppose une vision positive. Cependant, puisque le dictateur est souvent un leader, il convient d'encadrer le leadership d'un substantif moral et/ou d'un qualificatif vertueux. Recherchons donc une éthique du leadership et/ou un leadership d'harmonie. La réflexion sur le leadership reste à développer, malgré la multitude d'ouvrages qui lui sont consacrés. Une pratique qui progresse plus vite que la pensée qui la soutient comporte évidemment des risques.

Toutes les applications du leadership dans l'époque contemporaine démontrent que si les dérives du leadership sont évidentes, la Paix a néanmoins besoin de leaders capables d'exprimer les nombreux atouts du modèle. Préparons les leaders de demain dont la vision est structurée autour de la paix.

L'organisation Leaders pour la Paix travaille au rassemblement autour du concept, utile et vertueux, de Leadership de Paix.

LA PAIX DOIT ÊTRE UN PROJET POLITIQUE

Donia KAOUACH
Présidente du board des Leaders pour la Paix,
Présidente de Tunisiennes Fières

Renforcer les voix de la Paix quand tout bruisse du vacarme de la guerre et du silence assourdissant de ceux qui ont laissé faire est notre défi majeur. Ce qui se normalise aujourd'hui fera jurisprudence demain.

La Paix dont je voudrais parler n'est ni transactionnelle ni perpétuelle ni utopiste. Son champ d'action va au-delà de l'absence de guerre car la faim dans le monde, l'insécurité climatique et sanitaire, les inégalités économiques tuent autant que les bombes. Ceux qui meurent de ces maux-là ne sont pas en Paix.

La Paix pour laquelle nous œuvrons au sein de Leaders pour la Paix est d'abord un projet politique, une volonté que nous voulons élargir et ancrer au cœur des sociétés par la résistance culturelle, le dialogue des civilisations et l'éducation. Si l'esprit de guerre est si fort, c'est avant tout, ne l'oublions pas, parce qu'il est le choix qu'ont fait de nombreux dirigeants politiques.

Pourtant, à l'heure des guerres asymétriques et des cybermanipulations, alors que les guerres sans fin et les conflits soi-disant gelés ou dont le règlement est sans arrêt reporté prolifèrent, ne nous méprenons pas : dans le grand basculement du monde que nous vivons, il n'y aura plus de vainqueurs.

Il y a des victimes, beaucoup de victimes, mais il n'y a plus de vainqueur dans le sens où l'entendait Clausewitz et tel qu'on l'enseigne encore aujourd'hui. La puissance se révèle de plus en plus impuissante, de moins en moins fiable ; nous constatons que ni les interventions militaires depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ni les « guerres contre le terrorisme » n'ont permis d'établir la Paix et la sécurité. Pis encore, la guerre coûte 14 000 milliards par an à notre humanité, soit 5 dollars par jour et par habitant de la planète.

La guerre et la Paix sont également une question de coût. Nous vivons une époque où attaquer coûte beaucoup moins cher que se défendre. Pour abattre un drone d'attaque à 200 dollars, il faut employer un missile Patriot qui en coûte 3 millions. Le coût d'une cyberattaque qui peut paralyser un pays est, quant à lui, quasiment nul.

Mais s'il n'y a plus de vainqueurs et s'il y a autant de victimes, pourquoi continuons de « mourir ensemble la rage au cœur » comme le disait Camus ? Comment pouvons-nous agir pour que les voix d'une paix globale soient moins timides et que les réditions organisées de l'humanité, les tueries, les famines que vivent nos frères et sœurs, en ce moment même, à Gaza, au Soudan, au Yémen, en Ukraine et ailleurs, cessent ? Combien de morts faudra-t-il pour que le sursaut de la Paix se produise, en tant que choix politique durable et partagé ?

Pourtant, chacun exprime cet impératif de construire la paix, avec ses mots, à son rythme et évidemment, ne soyons pas naïfs, avec ses intérêts. Oui, tout le monde comprend que les guerres, parfois même les plus justes en apparence, assurent parfois « un armistice de quelques années », pour paraphraser le maréchal Foch, mais promettent aussi et surtout de nouveaux massacres.

Depuis dix ans, notre organisation *Leaders pour la Paix* travaille pour enraciner une culture de Paix globale qui intègre les acteurs institutionnels et non institutionnels, à travers des actions diplomatiques et éducatives. La Paix, comme le rappelait Tolstoï, commence dans les comportements sociaux. Cette génération de jeunes, la plus importante en nombre de l'histoire de l'humanité, est une opportunité. Nous avons décidé de miser sur elle, à travers la formation d'un vivier international de jeunes leaders pour la Paix, futurs décideurs qui souhaitent faire de la Paix leur choix politique. Nous avons ainsi formé dans le cadre de nos universités itinérantes de la Paix plus de 3 000 futurs acteurs du changement, principalement en Afrique.

L'avenir de l'Afrique, continent témoin de la bascule démographique, climatique et sécuritaire, qui nous concerne tous, sera déterminant dans les relations internationales des prochaines années. Le continent aura besoin d'un cadre institutionnel et normatif fort pour assurer sa souveraineté et offrir des perspectives durables à sa jeunesse. Il y a 2 000 instituts universitaires en Afrique pour plus d'un milliard d'habitants, quand les États-Unis en comptent 5 000 pour 350 millions d'habitants. Vous l'aurez compris, cela n'est pas à l'échelle des besoins. Pour amplifier l'impact de ces actions, nous avons décidé la création d'un programme de plus long terme, une Université de la Paix et des nouvelles gouvernances, un projet mondial basé en Afrique qui souhaite créer une troisième voie de réponse aux nombreux défis auxquels fait face le continent.

Au sein de nos universités de la paix, nous avons une priorité : réapprendre ce qu'est la dignité de la personne humaine et la défendre. L'articulation entre la dignité comme source du droit et la dignité comme valeur singulière pose problème. Nous souhaitons donc l'enseigner comme une valeur commune mise en partage et non comme une valeur exportée.

La dignité au sens des Lumières ou de Robert Antelme, confronté à l'horreur de la déportation ; oui, la dignité au sens où l'humain n'est ni un objet ni une marchandise. C'est bien elle qui est la source du droit universel.

C'est cette valeur que nous pouvons enseigner à travers tous les pays du monde.

Parce que le travail de Paix est un enjeu de la petite enfance et que toutes nos écoles primaires devraient enseigner aux enfants les valeurs de tolérance et de respect, *Leaders pour la Paix* a décidé d'instaurer ce prix dédié à récompenser les efforts pédagogiques en faveur d'une culture de Paix pour les plus jeunes.

C'est à la fois une responsabilité immense et une chance de pouvoir agir et contribuer, humblement, à faire de la Paix une réalité atteignable, qu'elle ne soit plus, comme le disait Kofi Annan dans la Déclaration du Millénaire, un rêve suspendu. Pour cela, chers amis, nous aurons besoin de chacun d'entre vous.

Je remercie nos compagnons de route, avec lesquels nous avons sillonné depuis 10 ans tant de pays, rencontré des misères et des espoirs, nos chers Leaders pour la Paix. Merci de votre engagement fidèle, du temps et de l'action que vous consacrez pour faire progresser la Paix.

Je voudrais, pour finir, rendre hommage au Pape François. Il nous avait ouvert sa porte à plusieurs reprises pour amplifier là où il le fallait notre travail de Paix. Je n'oublierai jamais son émotion profonde et singulière lorsqu'il évoquait « la troisième guerre mondiale par morceaux ».

Le pape François était un homme universel ; sa parole savait résonner dans le cœur de ceux qui l'écoutaient, quelles que soient leurs croyances et leurs identités. Et c'est bien cette universalité qui nous guide. Chaque conflit est spécifique, mais les racines des guerres sont souvent communes. Avec vous, posons les jalons d'une paix qui soit un projet politique empreint de dignité. Une recherche comme le disait le Pape François d'une « santé sociale » entre les peuples. Ici et maintenant.

SIX ANNÉES DE RÉFLEXION ET D'ACTION POUR LA PAIX

Depuis sa création en 2018, Leaders pour la Paix s'est imposé comme une force morale et intellectuelle plaidant pour le renouveau de la coopération internationale. À travers ses rapports annuels publiés entre 2019 et 2024, l'organisation a constamment appelé à un multilatéralisme revitalisé, fondé sur des principes et efficace.

En 2019, alors que la coopération internationale était de plus en plus remise en question et que la gouvernance mondiale semblait perdre sa légitimité, Leaders pour la Paix a exhorté le monde non pas à abandonner le multilatéralisme, mais à le réformer et à le relancer. Le rapport préconisait la modernisation d'institutions internationales clés — telles que le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Organisation mondiale du commerce et l'UNESCO — afin qu'elles retrouvent à la fois efficacité et crédibilité. Il encourageait le développement d'architectures de sécurité régionales, en s'inspirant de l'esprit d'Helsinki et des travaux de l'OSCE, pour rétablir la confiance et la coopération entre nations voisines. Le rapport de 2019 a également introduit ce qui allait devenir l'une des missions fondamentales de Leaders pour la Paix : la formation des futurs leaders de la paix.

À travers des initiatives telles que le Smart Peace Prize (prix pour l'éducation à la paix) et l'« Université itinérante de la paix », l'organisation visait à former une nouvelle génération capable d'instaurer une véritable culture de la paix dans la vie publique. Ces efforts éducatifs, conjugués à des missions d'enquête et de dialogue au sein de centres multilatéraux comme New York et Genève, ont jeté les bases de la double vocation de Leaders pour la Paix : la réflexion et l'action.

En 2020, alors que le monde affrontait la pandémie de COVID-19, Leaders pour la Paix s'est penché sur les implications morales et politiques d'une crise sanitaire mondiale mettant à l'épreuve la capacité collective de l'humanité à agir. Le rapport a souligné l'urgence de la solidarité et de la responsabilité partagée face à ce qui a été décrit comme la première crise véritablement mondiale du XXIe siècle. Les dirigeants ont insisté sur le fait que l'accès aux vaccins, aux fournitures médicales et aux infrastructures de santé ne pouvait dépendre de la richesse nationale ou de privilèges, mais devait être géré comme un bien public mondial.
L'organisation a donc préconisé la création et le renforcement de mécanismes multilatéraux dédiés à une production et une distribution équitables.

Elle a également mis en garde contre les dangers de la fragmentation, alors que les États se repliaient sur eux-mêmes, privilégiant les intérêts à court terme au détriment de l'humanité commune. En effet, la pandémie a révélé les faiblesses structurelles de la gouvernance internationale ainsi que l'érosion de la confiance entre les nations. Le rapport concluait que seul un multilatéralisme réformé et fondé sur la coopération — capable de mobiliser des ressources et d'amener les grandes puissances à assumer leurs responsabilités mondiales — permettrait de prévenir de futures crises d'une ampleur similaire.

En 2021, alors que le monde tentait de se relever de la pandémie, Leaders pour la Paix a présenté une série de propositions concrètes de réforme dans son rapport intitulé « La réforme pour la Paix ». Constatant que la gouvernance mondiale traversait une période d'essoufflement profond, l'organisation a appelé à une reconstruction pragmatique de l'efficacité du système multilatéral. Les dirigeants ont proposé de réexaminer les grands défis mondiaux (démocratie, environnement, inégalités sociales et technologie) afin de rechercher de nouvelles convergences politiques et des agendas communs.

Ils ont plaidé pour une refonte de l'organisation et de la finalité des grandes instances internationales (telles que le Conseil de sécurité de l'ONU, le G7 et le G20), exhortant ces enceintes à dépasser le stade du cérémonial diplomatique pour devenir de véritables lieux de décision où les responsabilités sont partagées.

Par ailleurs, le rapport reconnaissait que la nature même des conflits avait évolué : l'émergence de nouveaux acteurs, la guerre asymétrique et les cybermenaces exigeaient des cadres de négociation adaptables ainsi qu'une innovation diplomatique. Le rapport soulignait également le rôle des entreprises multinationales dans l'instauration d'une paix durable grâce à des stratégies de développement éthique, garantissant que la croissance économique serve la stabilité sociale. Enfin, il préconisait d'explorer des réformes institutionnelles, notamment des révisions pragmatiques de la Charte des Nations unies et un engagement renouvelé en faveur des principes démocratiques ; autant de signes clairs indiquant que la paix requiert à la fois des réformes structurelles et du courage politique.

En **2022**, notre rapport appelait à un nouvel humanisme pour un multilatéralisme renouvelé. L'organisation proposait une éthique mondiale de l'interdépendance liant paix, durabilité et bonne gouvernance : trois dimensions désormais indissociables. Le rapport soutenait que les crises de notre époque ne sont pas seulement politiques ou économiques, mais aussi profondément morales, nous imposant de placer la dignité humaine au cœur des relations internationales. L'éducation s'imposait à nouveau comme un pilier fondamental, avec le développement de l'Université itinérante de la paix et de programmes destinés aux jeunes leaders, conçus pour favoriser l'esprit critique, l'empathie et l'engagement civique. Les dirigeants ont souligné le rôle crucial de la gouvernance locale (villes, municipalités et communautés locales) dans la prévention des conflits et la gestion de la diversité.

Le renforcement de leurs capacités, l'amélioration de la transparence et le partage des meilleures pratiques ont été présentés comme des étapes essentielles vers une paix durable. Le rapport saluait également le rôle croissant de la diplomatie privée et des acteurs non étatiques (fondations, ONG, institutions universitaires) aux côtés de la diplomatie étatique traditionnelle, permettant ainsi de bâtir des ponts là où la politique seule ne le pouvait pas.

Le rapport de 2023, intitulé « *Paix, durabilité, gouvernance améliorée : il est urgent d'agir* », lançait un appel pressant à l'action. Il analysait l'interconnexion croissante entre le changement climatique, les crises de la dette et l'instabilité géopolitique, soulignant que ces défis sont indissociables.
Le rapport exhortait les décideurs à intégrer les risques climatiques et environnementaux dans les stratégies de prévention des conflits et à s'attaquer aux vulnérabilités des pays endettés, dont la fragilité financière alimente les troubles sociaux. L'organisation proposait des mécanismes financiers innovants, tels que l'allégement de la dette et l'aide conditionnelle, comme leviers à la fois de stabilité et de justice.

Elle soulignait également qu'une bonne gouvernance, fondée sur la transparence, la responsabilité et la lutte contre la corruption, constitue un préalable à une paix durable. L'éducation demeurait au cœur de la démarche : l'organisation poursuivait le développement de ses initiatives d'écoles itinérantes et de programmes pour la jeunesse, réaffirmant sa conviction que la paix doit être cultivée à la base, grâce au civisme et au savoir. Le ton du rapport de 2023 reflétait une urgence morale : le temps de l'analyse était révolu ; l'heure était désormais à l'action.

Enfin, le rapport de 2024, « A March of Reason for Peace » (Une marche de la raison pour la paix), réaffirmait le rôle de l'organisation en tant que garante de la rationalité et d'un leadership éthique dans un monde de plus en plus fragmenté.

Il appelait à une « marche de la raison » — un engagement collectif en faveur de la logique, du dialogue et de la responsabilité — à une époque où l'émotion, la peur et la polarisation dominent le discours mondial. Il mettait en garde contre la banalisation des conflits et l'acceptation tacite de la guerre comme une fatalité, tout en prônant une culture renouvelée de la prévention. Là encore, l'éducation occupait une place centrale : la diplomatie préventive, l'engagement civique ainsi que l'autonomisation des jeunes et des femmes étaient identifiés comme les stratégies à long terme les plus efficaces pour bâtir des sociétés résilientes.

Le rapport soulignait également la nécessité de réformes institutionnelles pragmatiques pour redonner toute son efficacité au multilatéralisme, tout en promouvant une approche civique articulant les niveaux d'action mondial et local. Il s'achevait par un appel aux dirigeants à retrouver l'esprit de raison qui avait autrefois inspiré la coopération internationale, insistant sur la nécessité de reconstruire le dialogue, la confiance et une vision commune dans les affaires mondiales.

LA NÉCESSITÉ D'UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE RENFORCÉE
DANS LE CADRE D'UNE GOUVERNANCE MULTILATÉRALE AMÉLIORÉE

Six ans après son premier appel en faveur d'un multilatéralisme renouvelé, Leaders pour la Paix se trouve confronté à un monde où l'idée même de gouvernance collective traverse une crise. L'architecture mondiale issue de l'ordre d'après-guerre n'offre plus la stabilité ni la légitimité qu'elle promettait autrefois. Les rivalités de puissance, la fragmentation économique et les bouleversements technologiques ont érodé la confiance entre les nations. Les instances multilatérales sont souvent paralysées par des intérêts divergents, tandis que les grandes puissances, au lieu d'assumer leurs responsabilités, se replient sur des sphères d'influence et des alliances sélectives.

La gouvernance collective ne s'est pas effondrée subitement ; la désagrégation a été progressive, fruit d'une négligence accumulée, d'une vision à court terme et d'une perte de confiance dans les règles communes. La communauté internationale a failli à son devoir d'honorer les principes mêmes qui justifiaient autrefois son existence : l'égalité entre les nations, la coopération au développement et la paix par le dialogue. La pandémie a mis en lumière la fragilité de la solidarité mondiale ; la crise climatique souligne l'insuffisance des engagements volontaires ; et la résurgence des conflits en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique révèle les limites d'une dissuasion dépourvue de diplomatie. Le monde est de plus en plus régi par l'urgence plutôt que par la vision, par la réaction plutôt que par l'anticipation.

Pourtant, face à ce désarroi, l'organisation Leaders pour la Paix refuse la résignation et demeure attachée à une conviction simple : le multilatéralisme, bien qu'affaibli, reste indispensable. Le monde ne saurait affronter les crises transnationales et les défis contemporains (changement climatique, insécurité numérique, pandémies, migrations, inégalités) par le biais de l'unilatéralisme ou de coalitions de circonstance. Plutôt que de renoncer à la coopération mondiale, il nous faut réinventer notre approche en la fondant sur des bases éthiques et pragmatiques. C'est précisément là que Leaders pour la Paix inscrit sa mission. Ce qu'il nous faut, c'est un multilatéralisme constructif et fondé sur des principes, ancré dans l'éthique, l'inclusion et une réforme pragmatique.

L'organisation se veut une plateforme pour un multilatéralisme fondé sur des principes et une approche constructive ; un espace où anciens chefs d'État, diplomates, universitaires et acteurs de la société civile œuvrent de concert pour redonner du sens à la coopération internationale. Elle prône des réformes guidées par la raison plutôt que par l'idéologie, et un dialogue fondé sur le respect plutôt que sur la rivalité.

À travers ses initiatives éducatives, Leaders pour la Paix cherche à former une nouvelle génération de dirigeants capables d'allier clarté morale et réalisme politique. Par ses rapports et ses missions, l'organisation apporte tant une orientation intellectuelle que des pistes opérationnelles pour rétablir la confiance, renforcer les institutions et promouvoir une culture de la paix. À une époque où le cynisme menace de supplanter la vision, Leaders pour la Paix appelle à un contrat moral renouvelé entre les nations et à une prise de conscience collective des responsabilités inhérentes au leadership. La paix n'est pas un idéal statique ; c'est un choix délibéré, réaffirmé chaque jour grâce au courage d'écouter, de coopérer et de réformer. En cette ère de fragmentation, Leaders pour la Paix invite le monde à s'unir à nouveau pour soutenir la raison et à croire que l'humanité, forte de sa conscience et de son intelligence, possède encore les moyens de se gouverner dans la paix.

UNE ANNÉE DE DÉFIS SANS PRÉCÉDENT

L'année écoulée a vu l'ordre mondial entrer dans une phase de profonde turbulence. En réalité, des signes inquiétants s'accumulaient depuis plusieurs années. Selon le Programme de données sur les conflits d'Uppsala (UCDP), 2023 a été l'année la plus violente depuis la fin de la guerre froide, avec 59 conflits actifs à travers le monde. L'Institut pour l'économie et la paix estime que ces conflits ont coûté à l'humanité 14 000 milliards de dollars, soit environ cinq dollars par personne et par jour. Le coût humain, en revanche, ne peut être quantifié : des dizaines de millions de personnes déplacées, des milliers de civils tués et des générations entières traumatisées.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), 2024 a connu une augmentation sans précédent des dépenses militaires mondiales. Le groupe de réflexion suédois a évalué ce total à 2 700 milliards de dollars, soit une hausse de 9,4 % en termes réels et la plus forte augmentation annuelle depuis la fin de la guerre froide.

L'Horloge de l'Apocalypse, créée en 1947 par Albert Einstein, J. Robert Oppenheimer et d'autres, s'est imposée comme un indicateur de la vulnérabilité du monde face à une catastrophe mondiale d'origine humaine. Selon sa dernière déclaration, elle affiche désormais 89 secondes avant minuit, soit la position la plus proche d'une catastrophe mondiale jamais atteinte.

La guerre en Ukraine, entrée dans sa quatrième année, pourrait basculer dans le nucléaire par accident ou par erreur de calcul. Le conflit au Moyen-Orient a failli dégénérer en un conflit de plus grande ampleur. Les États dotés de l'arme nucléaire continuent d'investir des centaines de milliards de dollars dans des armes capables d'anéantir la civilisation.

Alors que le réchauffement climatique s'accentue et que les inégalités, tant au sein des nations qu'entre elles, se creusent, un rapport récent du Secrétaire général de l'ONU intitulé « Rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique » nous a rappelé qu'il n'y a pas de paix sans développement durable, ni de développement durable sans paix. Ce rapport souligne que les dépenses militaires ne garantissent pas la sécurité et met en exergue l'importance du développement économique et social, de la promotion et de la protection des droits de l'homme, ainsi que le rôle de la diplomatie dans la promotion du règlement pacifique des conflits, conformément aux principes et aux objectifs de la Charte des Nations unies.

Toutes les régions sont aujourd'hui touchées par des conflits et une montée des tensions, qu'il s'agisse de l'Ukraine, de Gaza et du Soudan, ou de l'instabilité persistante au Sahel, dans la Corne de l'Afrique, dans la région des Grands Lacs, au Myanmar et, désormais, de la militarisation des Caraïbes. Ces situations témoignent de l'incapacité persistante des mécanismes internationaux à prévenir, à arbitrer ou à endiguer la violence. À l'origine de nombre de ces crises se trouve une dangereuse interaction entre l'affaiblissement des institutions étatiques, les rivalités régionales et l'instrumentalisation d'acteurs locaux par des puissances extérieures.

L'érosion de la sécurité collective, telle qu'elle est consacrée par la Charte des Nations Unies, a créé un climat propice à la persistance de telles dynamiques sans entrave.

Il en résulte une multiplication de conflits fragmentés, où les civils paient le plus lourd tribut et où les perspectives de paix sont souvent compromises par des acteurs cherchant à les faire échouer.

Par la voix de son président d'honneur, Jean-Pierre Raffarin, l'organisation Leaders pour la Paix a adressé une lettre au Secrétaire général des Nations Unies début 2024, condamnant les attaques terroristes odieuses perpétrées par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, tout en condamnant également les attaques israéliennes sur Gaza, qui ont causé la mort de dizaines de milliers de civils. La spirale de la violence a été temporairement stoppée grâce à l'adoption en novembre 2025 de la résolution 2803 du Conseil de sécurité. Parallèlement, alors qu'un nombre croissant de gouvernements reconnaissent la Palestine comme État souverain, un nouveau consensus international émerge en faveur de mesures concrètes susceptibles d'établir, de manière irréversible, les fondements d'une solution viable à deux États. Le Conseil de sécurité a manqué à ses responsabilités au lendemain du 7 octobre, alors que se déroulait le massacre de civils à Gaza. Face aux interprétations de plus en plus extensives du droit à la légitime défense, Leaders pour la Paix appelle à un débat sur les limites imposées par le droit international humanitaire et la Charte des Nations Unies à l'invocation légitime de ce droit.

Comme nous l'avons souligné dans notre précédent rapport, la guerre en Ukraine a exacerbé les tensions entre les grandes puissances militaires et constitue une source critique d'instabilité en Europe, avec des répercussions mondiales tant sur le plan sécuritaire qu'économique. Alors que de nouvelles tentatives de résolution diplomatique du conflit sont en cours, le consensus international existant contre l'acquisition de territoires par la force risque de s'éroder, ce qui aurait de graves conséquences systémiques. Si l'on ne peut qu'approuver les initiatives visant à mettre fin aux violences et à ouvrir la voie à un cessez-le-feu durable, une paix véritable restera hors de portée si ses conditions sont imposées de l'extérieur et excluent les acteurs régionaux.

La guerre au Soudan continue de faire rage, alors que des acteurs régionaux et extérieurs poursuivent leurs propres agendas stratégiques dans un pays divisé. Le conflit a déjà provoqué le déplacement de plus de dix millions de personnes et plongé le Soudan dans l'une des pires crises humanitaires au monde. Au-delà de la tragédie humaine, ce conflit illustre l'échec des tentatives internationales de gestion de crise. Les Nations unies et l'Union africaine ont eu du mal à coordonner une réponse efficace. Le Soudan peut être considéré à la fois comme un symptôme et un avertissement : il révèle comment une compétition effrénée entre groupes rivaux — soutenus par des pays voisins et exacerbée par l'indifférence mondiale — peut détruire le tissu du dialogue politique au sein d'une société et saper les fondements de la paix.

Sans un engagement renouvelé en faveur d'une médiation collective, d'une responsabilité partagée et du respect du droit international, ces crises régionales continueront de s'alimenter mutuellement, érodant l'idée même d'une humanité commune. Au-delà des champs de bataille, le monde est également confronté au défi de l'érosion de la confiance envers la gouvernance et la démocratie. Le Carnegie Protest Tracker (le suivi des manifestations) et l'Armed Conflict and Event Data Project (Projet de données sur les conflits armés et les événements) enregistrent une augmentation de la violence politique, attribuable à la radicalisation idéologique et aux inégalités économiques. Comme l'ont souligné les Leaders pour la paix, la paix ne saurait se réduire à la simple absence de guerre ; elle exige un engagement envers une gouvernance fondée sur la justice, l'inclusion et la raison.

L'ÉROSION DU MULTILATÉRALISME : DIVISIONS AU SEIN DU NORD GLOBAL

Les institutions multilatérales sont soumises à de fortes tensions. Le Conseil de sécurité des Nations Unies demeure paralysé par les rivalités et l'usage du droit de veto. La Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale se heurtent à l'opposition d'États réticents à l'idée de rendre des comptes. Le mécanisme de règlement des différends de l'Organisation mondiale du commerce est devenu inopérant. Si les grands cadres du droit international sont soutenus par un large éventail de pays issus de toutes les régions et de tous les niveaux de développement, une minorité d'États puissants est prête à les ignorer, à leur appliquer des interprétations unilatérales en dénaturant leurs objectifs, ou à n'en respecter les principes et dispositions que de manière sélective.

Comme en témoignent les documents finals du Sommet de l'avenir, convoqué l'an dernier par le Secrétaire général des Nations Unies, un consensus s'est dégagé en 2024 sur la nécessité de moderniser et de réformer le multilatéralisme pour l'adapter aux besoins et aux réalités d'aujourd'hui. L'enjeu ne consiste donc pas à réinventer le système en tant que tel, mais à en restaurer la crédibilité et à garantir une adhésion universelle à ses principes fondateurs. Comme souligné dans la section précédente, une période marquée par des défis sans précédent exige une approche politique ambitieuse, fondée sur le courage, la cohérence et la conviction, afin de préserver les règles établies et de mettre en œuvre les ajustements nécessaires qui auraient dû être effectués depuis longtemps.

Qu'il s'agisse de la paix et de la sécurité, de l'environnement, du développement économique et social ou des droits de l'homme, deux visions concurrentes des relations internationales creusent un fossé grandissant entre un groupe d'États de plus en plus enclins à adopter des positions unilatérales et une majorité attachée au multilatéralisme. Alors que nous approchons du centenaire du pacte Briand-Kellogg (qui prônait le renoncement à la guerre comme instrument de politique nationale, des décennies avant la création des Nations Unies), le renouvellement de l'engagement à renoncer au recours à la force dans les relations internationales doit aujourd'hui être considéré comme une priorité. Alors que le réchauffement climatique atteint des niveaux alarmants et entraîne des conséquences multiples et généralisées, la désinformation et le climatoscepticisme entravent une coopération internationale efficace. Les inégalités croissantes, tant au sein des nations qu'entre elles, freinent les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Enfin, les manifestations d'intolérance, de préjugés et de discrimination contrarient les efforts visant à améliorer la situation en matière de droits de l'homme.

Nonobstant les violations répétées d'accords internationaux, le respect parfois sélectif des règles ou les accusations de deux poids, deux mesures, on a longtemps supposé que le Nord développé partageait un engagement commun envers l'État de droit, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Cet engagement ne va plus de soi. Le retrait de l'Accord de Paris, du Conseil des droits de l'homme, de l'Organisation mondiale de la santé et de l'UNESCO, conjugué à des mesures commerciales adoptées au mépris des règles de l'OMC, a dessiné une tendance qui distingue la politique étrangère de la principale puissance économique et militaire occidentale de celle de la plupart des autres nations occidentales – lesquelles, à l'inverse, continuent dans l'ensemble de défendre le droit international et le multilatéralisme.

Des divergences apparaissent également concernant les initiatives politiques relatives à la guerre en Ukraine, à la reconnaissance de la Palestine et à la participation au G20.

Compte tenu de ces différences notables, il n'est peut-être plus possible de considérer l'Occident ou le Nord comme un bloc monolithique. Cette évolution peut être perçue comme une nouvelle caractéristique de la transition internationale vers un monde post-unipolaire. Un paysage lourd de risques majeurs a émergé. Une rupture de la coopération internationale fondée sur des règles et des valeurs communes pourrait conduire à l'émergence d'ordres concurrents – voire à une absence totale d'ordre – et entraîner une spirale vers le chaos. L'organisation Leaders pour la Paix a déjà mis en garde contre un « point de bascule systémique » aux conséquences désastreuses pour tous. Pour éviter un tel scénario, il est urgent de promouvoir une coalition de pays prêts à unir leurs forces pour contrer l'érosion du multilatéralisme.

Comme Lydia Polgreen l'a soutenu dans un article récemment publié dans le New York Times :

> *« Alors que leur prééminence s'estompe, les États-Unis sont désormais confrontés à un choix : considérer les nations émergentes comme des partenaires respectés dans l'édification d'un monde multipolaire nouveau et plus équitable, ou rechercher la puissance coûteuse et fragile qui découle de la domination. [...] L'histoire nous enseigne quelle voie mène à la paix et à la prospérité, et laquelle conduit à la ruine. »*

UN MANQUE DE COURAGE COLLECTIF

Alors même que de nombreux gouvernements continuent d'affirmer leur attachement au multilatéralisme, la réalité est faite d'hésitations et de replis. Un manque de courage collectif pourrait bien devenir une caractéristique marquante de notre époque. Par le passé, le G20 constituait une plateforme de contournement utile pour réunir les grandes économies autour de la table et débattre d'un large éventail de sujets, allant du commerce et de la stabilité financière à la transition énergétique et au développement durable. Alors que les États-Unis s'apprêtent à en assumer la présidence, après avoir été absents du récent sommet en Afrique du Sud, il est permis de douter que ce mécanisme auxiliaire puisse continuer à jouer ce rôle.
L'affaiblissement délibéré des mécanismes multilatéraux, qu'il s'agisse des accords sur le climat ou des agences humanitaires, a sapé la crédibilité du système mondial. Si même des instances parallèles comme le G20 venaient à perdre leur efficacité, il pourrait s'avérer nécessaire d'imaginer de nouvelles méthodes et plateformes pour favoriser un dialogue inclusif et constructif entre ceux qui sont prêts à surmonter l'impasse actuelle.

L'instrumentalisation de la puissance économique refond déjà les relations internationales, les droits de douane, les sanctions et les restrictions commerciales étant de plus en plus utilisés comme leviers politiques pour faire pression aussi bien sur les alliés que sur les adversaires présumés.

Un climat d'intimidation dissuade les gouvernements, les dirigeants d'entreprise, les médias et les universitaires d'exprimer toute voix discordante. Au-delà du commerce, l'interconnexion entre enjeux sécuritaires et économiques élargit le champ d'une diplomatie transactionnelle aux bénéfices douteux, en particulier pour ceux qui se montrent disposés à envisager des accords bilatéraux ou qui cèdent tout simplement aux pressions.

Certains gouvernements prônent publiquement le multilatéralisme tout en s'adaptant, en coulisses, à ces nouvelles dynamiques transactionnelles. La crainte de faire l'objet de représailles unilatérales pousse certains à céder face aux menaces. Un tel climat a contribué à étouffer les initiatives et à réduire au silence toute opposition, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Rares sont ceux qui ont osé s'exprimer avec fermeté. Cette réticence à résister à l'unilatéralisme est incompatible avec l'objectif d'une coopération internationale renforcée, nécessaire pour relever les défis contemporains communs.

Ce qui fait défaut, ce n'est pas la conscience de la situation actuelle, mais la capacité à traduire les convictions individuelles et collectives en un leadership politique courageux. L'aversion au risque — une attitude elle-même périlleuse — pourrait entraîner un déclin irréversible de la coopération internationale fondée sur des principes civilisés. Lorsque la diplomatie se réduit à la gestion de l'anxiété plutôt qu'à la défense de la justice et de la légalité, les fondements mêmes d'un système international durable sont fragilisés.

L'organisation Leaders pour la Paix souligne depuis longtemps que le courage — politique, moral et civique — constitue la véritable monnaie d'échange pour la promotion de la paix. En l'absence d'un courage fondé sur des principes, les institutions ne peuvent se réformer, la coopération ne peut perdurer et la paix restera un mirage. Le courage collectif est la voie à suivre pour faire émerger un nouveau pacte politique, au service du progrès de la civilisation et de l'avenir de l'humanité.

LA MULTIPOLARITÉ
ET LE SUD GLOBAL

La pauvreté, la faim, la vulnérabilité économique et les conflits persistants continuent de toucher de nombreuses régions du monde en développement. Au lendemain de la pandémie de COVID-19, les inégalités entre les économies avancées et les nations les plus pauvres ont recommencé à se creuser, après une période durant laquelle l'écart s'était réduit. Toutefois, à mesure que la croissance économique et la maturité démocratique s'enracinent dans des pays jusqu'alors perçus comme moins développés, et que la domination économique et technologique relative des nations les plus riches s'amenuise, les distinctions entre les régions traditionnellement désignées comme le Nord et le Sud pourraient s'estomper. Parallèlement, la transition vers la multipolarité ouvre aux pays du Sud de nouvelles perspectives pour participer plus activement aux affaires internationales.

La coordination existante entre les pays en développement au sein de groupements tels que le G77/Chine ou le Mouvement des non-alignés témoigne d'efforts de longue date pour faire entendre des intérêts communs. Ces structures ont résisté à l'épreuve du temps, bien que souvent au prix de dénominateurs communs relativement faibles et de résultats modestes. À l'inverse, la longue liste de pays souhaitant rejoindre une plateforme relativement récente comme les BRICS peut être interprétée comme le signe d'une volonté actuelle des pays du Sud d'intégrer de nouvelles coalitions, dans un contexte marqué par une imprévisibilité croissante et un multilatéralisme en perte de vitesse.

Avec l'intégration de plusieurs nouveaux membres — l'Égypte, l'Éthiopie, l'Indonésie, l'Iran et les Émirats arabes unis, qui s'ajoutent au Brésil, à la Russie, à l'Inde, à la Chine et à l'Afrique du Sud — les BRICS ont acquis une visibilité internationale accrue, parfois interprétée à tort comme une « alliance ». La Nouvelle Banque de développement, établie à Shanghai grâce aux fonds des pays membres, confère au groupe un rôle concret dans le soutien aux projets d'infrastructure dans le monde en développement, à des conditions relativement avantageuses. Cependant, les sujets faisant l'objet d'une convergence lors des sommets des BRICS restent largement limités à la finance, à l'investissement ou au commerce et au développement. Des divergences importantes subsistent concernant la paix et la sécurité, les droits de l'homme et même la réforme des institutions multilatérales. Il n'existe pas de position commune des BRICS, par exemple, sur la réforme du Conseil de sécurité ; à cet égard, les désaccords sont exprimés dans des termes qui soutiennent, de manière générale, un rôle accru pour les pays en développement au sein des structures de gouvernance.

Le système commercial multilatéral et les discussions sur le changement climatique ont consacré, par le biais de dispositions spécifiques, le principe d'un traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement ainsi que celui de responsabilités communes mais différenciées face aux changements climatiques. Cette différenciation n'a pas nécessairement garanti les améliorations en matière d'accès aux marchés ou d'aide financière légitimement attendues par les pays en développement.

Même si le maintien de ces formes de différenciation — et d'autres — entre le Nord et le Sud se justifie, les contours de ces catégories établies deviennent moins nets dans un monde qui n'est plus unipolaire. Alors que les contours géopolitiques d'un nouvel ordre tardent à se dessiner, une transition complexe se prolonge, marquée par l'influence croissante d'acteurs divers dans les domaines militaire, économique et diplomatique.

Sur le plan militaire, les dépenses et les capacités restent concentrées au sein d'une configuration tripolaire opposant l'OTAN, la Russie et la Chine. Des budgets de défense conséquents placent l'Inde, le Pakistan, les pays du Golfe, Israël et les deux Corées, entre autres, dans un groupe distinct de pays dont les défis sécuritaires les différencient de la majeure partie du monde en développement. De fait, la plupart des États parties à des zones dénucléarisées conventionnelles ne semblent pas enclins à conclure des accords de sécurité avec les grandes puissances militaires.

Sur le plan économique, la répartition de l'influence est davantage multipolaire. Plusieurs économies du monde en développement membres du G20 — notamment l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud — ont vu leur importance croître, alors même que les économies établies du Nord, y compris l'Union européenne en tant qu'acteur collectif, conservent une puissance considérable. Dans ce domaine, on observe des recompositions à mesure que de nouveaux accords de libre-échange se concrétisent entre pays du Nord et du Sud — tels que l'accord UE-Mercosur — et que des coalitions à géométrie variable poursuivent des efforts conjoints en matière de durabilité et de préservation des principes fondamentaux du système commercial multilatéral.

Sur la scène diplomatique, le paysage apparaît encore plus concurrentiel et ouvert. L'influence mondiale est exercée aussi bien par des puissances régionales disposant de réseaux d'ambassades et d'intérêts économiques à l'échelle planétaire que par des pays qui, sans être nécessairement des leaders régionaux, demeurent très actifs sur la scène internationale. Le premier groupe comprend, outre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, des pays tels que l'Inde, l'Égypte, l'Afrique du Sud et le Brésil. La Norvège, la Suisse et le Qatar peuvent être cités comme exemples pour la seconde catégorie.

Le Saint-Siège occupe sans doute une place à part : dépourvu de puissance militaire ou économique notable, il jouit néanmoins d'une influence diplomatique mondiale en projetant une autorité morale qui dépasse le cadre de la seule communauté catholique.

Même si certaines puissances semblent vouloir rétablir des zones d'influence, par nostalgie d'une époque de domination impériale, les multiples liens unissant des pays de régions différentes — qu'il s'agisse de sécurité, d'économie, de politique, de valeurs ou d'affinités culturelles — ont ouvert la voie à des rapprochements et à la formation de coalitions transcendant les continents et les niveaux de développement ; de telles dynamiques étaient largement absentes durant la guerre froide ou s'exprimaient de manière moins visible durant la période unipolaire. Les diverses nations du Sud global peuvent aujourd'hui assumer des responsabilités accrues et agir en tant qu'acteurs constructifs au sein d'un système multilatéral rééquilibré, œuvrant à la promotion du développement et de la paix.

UN ORDRE MONDIAL
FRAGMENTÉ ET POLARISÉ

Le monde d'aujourd'hui défie les classifications simples. Le Rapport de Munich sur la sécurité de 2025 décrit un système international qui est simultanément unipolaire, bipolaire, multipolaire et non polaire. Les États-Unis demeurent une puissance centrale, mais n'exercent plus le leadership incontesté qui était autrefois le leur. Parallèlement, la Chine, l'Inde, le Brésil ainsi que des alliances régionales en Afrique et au Moyen-Orient affirment de nouvelles formes de capacité d'action et d'influence.

Cette multipolarisation entraîne deux conséquences contrastées. D'une part, elle offre l'opportunité de démocratiser la gouvernance mondiale en intégrant de nouvelles voix et régions aux processus décisionnels. L'inclusion de l'Union africaine au sein du G20, sous la présidence de l'Inde, constitue une étape symbolique vers un système plus équitable. Les puissances émergentes du Sud global réclament de plus en plus une représentation reflétant leur poids démographique et économique, tout en plaidant pour des réformes au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, des institutions financières internationales et des instances de gouvernance commerciale.

D'autre part, la multipolarisation s'accompagne d'une dangereuse polarisation idéologique. Les grandes puissances sont profondément divisées sur la signification de la démocratie, de la souveraineté et du développement.

Des récits concurrents — opposant libéralisme et autoritarisme, mondialisme et nationalisme — sont exacerbés par la désinformation et la rivalité technologique.

L'Indice de sécurité de Munich met en lumière ce clivage croissant : les pays du G7 expriment leur scepticisme quant aux bénéfices potentiels de la multipolarisation, tandis que les membres du BICS (les BRICS moins la Russie) y voient une opportunité de gagner en équité et en indépendance. Cette fracture reflète des perceptions divergentes en matière de risques et d'espoirs, opposant ceux qui redoutent le désordre à ceux qui cherchent à s'émanciper des anciennes hiérarchies.

L'enjeu ne réside donc pas dans la multipolarisation elle-même, mais dans la manière de la régir. Sans un engagement renouvelé envers des principes partagés, un monde multipolaire risque de sombrer dans une mosaïque de souverainetés concurrentes, où l'instabilité se substitue à la coopération et où la rivalité éclipse le dialogue.

REPENSER LA PAIX
ET LE MULTILATÉRALISME

Dans ce contexte de division et d'incertitude, Leaders pour la Paix insiste sur la nécessité de redéfinir la paix comme un projet politique et éthique. La paix ne se résume pas à une simple suspension des hostilités ; elle constitue un état de justice, d'inclusion et de dignité humaine.

L'organisation réaffirme que la paix doit englober l'éducation, le développement durable, la bonne gouvernance et le respect des droits humains. Il ne s'agit pas là de questions périphériques, mais des fondements mêmes de la stabilité. Une paix durable exige des institutions légitimes, responsables et à l'écoute des besoins des citoyens.

Cela implique de concilier la gestion des crises à court terme et la transformation à long terme. Les priorités immédiates — mettre fin aux conflits, protéger les civils et acheminer l'aide humanitaire — ne doivent pas occulter la nécessité de réformes structurelles en matière de gouvernance, d'économie et de politique climatique. Le véritable multilatéralisme est à la fois réactif et visionnaire : il agit face à l'urgence tout en bâtissant les institutions capables de prévenir les crises futures.

En ce sens, la quête de la paix est indissociable du combat pour un multilatéralisme renouvelé. Elle exige une volonté politique, une clarté morale et le courage collectif d'imaginer un avenir différent du passé. La voie à suivre réside dans l'édification d'un ordre nouveau, inclusif et responsable.

DE LA CRISE
AU RENOUVEAU

Malgré les fractures, l'année 2024 a offert une lueur d'espoir. Le Sommet de l'avenir des Nations unies, convoqué par le Secrétaire général António Guterres, a constitué un moment rare de réflexion collective. Son aboutissement — le Pacte pour l'avenir, accompagné du Pacte numérique mondial et de la Déclaration sur les générations futures — a marqué une tentative de réancrer la coopération internationale dans les réalités du XXIe siècle.

Ces initiatives reconnaissent que le système multilatéral doit s'adapter plutôt que disparaître. Elles réaffirment le rôle central de l'ONU tout en reconnaissant la nécessité d'une réforme, qu'il s'agisse de la gouvernance numérique, de l'adaptation au changement climatique ou de la justice intergénérationnelle. Le défi consiste désormais à traduire ce consensus en actions concrètes.

Pour Leaders pour la Paix, la leçon est claire : la solution aux épreuves actuelles ne réside ni dans l'isolement ni dans le fatalisme, mais dans la modernisation. Le monde doit résister aux pressions de la fragmentation et à la tentation du cynisme. La raison, la responsabilité et l'éducation demeurent les fondements de la paix.

Face à la guerre, à la polarisation et au désespoir, la mission de Leaders pour la Paix est plus essentielle que jamais : servir de plateforme morale et intellectuelle pour un multilatéralisme constructif et fondé sur des principes, capable de retrouver la confiance dans l'action collective et de redonner tout son sens au mot « paix ».

De cette analyse se dégage une vérité simple : la paix exige de l'action. Les recommandations qui suivent exposent les priorités et les initiatives que Leaders pour la Paix propose pour 2026, afin de renouveler la coopération multilatérale et de restaurer un sentiment d'objectif commun dans les affaires mondiales. Elles reflètent non seulement un diagnostic de crise, mais aussi la conviction qu'un renouveau reste à portée de main, pour peu que les nations choisissent le courage plutôt que la complaisance.

UN APPEL À UN LEADERSHIP RESPONSABLE : RECOMMANDATIONS POUR 2026

a. Renforcer le droit international et les mécanismes judiciaires

→ Soutenir la **Cour internationale de Justice et la Cour pénale internationale** en tant que contre-pouvoirs légitimes pour défendre la légalité et l'obligation de rendre des comptes.

→ Appel à un engagement renouvelé en faveur du **respect et de l'application du droit international**, en particulier dans les zones de conflit (Gaza/Palestine, Ukraine, Soudan).

→ Appel à un engagement renouvelé en faveur du respect du droit international humanitaire dans les conflits actuels, en insistant tout particulièrement sur l'octroi de pouvoirs spécifiques pour faire appliquer les décisions de l'ONU grâce à une nouvelle force multilatérale humanitaire dédiée.

b. Soutenir la réforme du système des Nations Unies

→ Plaider en faveur d'une **réforme du Conseil de sécurité**, notamment en ce qui concerne le **droit de veto**, afin d'éviter toute paralysie dans les domaines humanitaire et du maintien de la paix.
→ Encourager la revitalisation du **rôle politique de l'Assemblée générale des Nations Unies**.

c. Redéfinir le multilatéralisme et la gouvernance mondiale

→ Promouvoir la création d'une **« coalition des responsables »** (États, organisations de la société civile et acteurs privés) pour défendre le multilatéralisme et les biens publics mondiaux (climat, paix, éducation).

→ Souligner la nécessité d'un **courage collectif** et d'un **leadership partagé** de la part de nations qui ne sont pas considérées comme faisant partie des puissances « traditionnelles ».

→ Proposer que les dirigeants politiques publient une **déclaration commune** réaffirmant leur engagement indéfectible envers les **principes inscrits dans la Charte des Nations Unies** : souveraineté, non-agression, règlement pacifique des différends et respect du droit international. À une époque où ces normes sont de plus en plus bafouées ou appliquées de manière sélective, une telle déclaration constituerait **un acte de renouveau tant moral que politique**. Elle témoignerait du fait que, malgré la fragmentation mondiale et la montée de l'unilatéralisme, **la communauté internationale continue de reconnaître la Charte des Nations Unies** comme la pierre angulaire d'une gouvernance mondiale légitime et de la sécurité collective.

d. Renforcer l'éducation et la culture de la paix

→ Renforcer l'Université pour la paix et développer les programmes éducatifs favorisant la citoyenneté mondiale, la tolérance et le leadership éthique.

→ Associer les jeunes générations à la consolidation de la paix grâce à l'éducation aux droits de l'homme, à la durabilité et à la gouvernance responsable.

e. Un pacte mondial pour le climat et la paix : vers un multilatéralisme social et écologique

→ Promouvoir **un multilatéralisme social et écologique**, intégrant l'action climatique, la justice économique et les efforts en faveur de la paix.

→ Soutenir des politiques innovantes (par exemple, la régulation de l'IA, la transition énergétique) visant à réduire les inégalités et les tensions sociales.
Soutien à une institution mondiale dédiée au changement climatique (proposition du Brésil)

→ Appuyer l'initiative du Brésil visant à mettre en place une institution mondiale dédiée, par la création d'un « **Conseil des Nations Unies pour le changement climatique »** chargé de la gouvernance climatique et de la transition écologique, en lien avec la COP30.

→ Plaider pour **un nouveau format des COP**, axé sur l'inclusion, la durabilité et la responsabilité partagée.
Le Brésil considère la COP30 (prévue en novembre 2025 à Belém, en Amazonie) comme un tournant marqué par la mise en œuvre concrète plutôt que par la simple négociation. La présidence brésilienne a qualifié la COP30 de « mutirão » mondial (effort collectif) en faveur de l'action climatique.

Références

- Uppsala Conflict Data Program. (2024). *UCDP Annual Report 2023: Patterns of Organized Violence. Department of Peace and Conflict Research*, Uppsala University.
- Uppsala Conflict Data Program. (2025). *UCDP Dataset Summary 2024: Global Trends in Armed Conflict. Department of Peace and Conflict Research,* Uppsala University.
- Bunde, T., Eisentraut, S., & Schütte, L. (dir.). (2025). Munich Security *Report 2025: Multipolarization*. Munich Security Conference.
- Munich Security Conference. (2025). *Executive Summary – Munich Security Report 2025*.
- Munich Security Conference. (2024). *Munich Security Report 2024: Lose-Lose?*
- International Crisis Group. (2025). *10 Conflicts to Watch in 2025*. Crisis Group Special Report.
- Stockholm International Peace Research Institute. (2024). *SIPRI Yearbook 2024: Armaments, Disarmament and International Security.* Oxford University Press.
- Polgreen, L. (2025, 21 novembre). *The Thucydides Trap Is Coming for America*. The New York Times.
- Leaders for Peace. (2021). *Annual Report 2021: Reform for Peace*.
- Leaders for Peace. (2022). *Annual Report 2022: A New Humanism for a Renewed Multilateralism*.
- Leaders for Peace. (2023). *Annual Report 2023: Peace, Sustainability, Improved Governance – It's Urgent to Act*.
- Leaders for Peace. (2024). *Annual Report 2024: A March of Reason for Peace*.

LEADERS POUR LA PAIX

contact@leaderspourlapaix.org

leaderspourlapaix.org